

Appui technique international

Lettre d'information n° 13, février 2020

Éditorial

Chaque année, au mois de juillet, l'Insee et Afristat organisent un séminaire au Cefil, le centre de formation de l'Insee à Libourne, à l'attention des statisticiens africains francophones. En 2019, le thème était : « Regards croisés sur la gouvernance de la statistique publique dans les États d'Afrique subsaharienne et les pays du Maghreb ». Ce numéro 13 de la lettre d'information Appui technique international de l'Insee consacre un dossier spécial à ce sujet avec quatre articles dont deux témoignages, l'un de Paul-Henri Nguema Meyé, directeur général d'Afristat, l'autre de Mounir Khaled Berrah, directeur général de l'Office national des statistiques d'Algérie.

Deux autres projets réalisés en 2019 sont mis en avant dans ce numéro : d'une part, un exemple de coordination réussie entre acteurs de la coopération au profit d'un pays, le Cap-Vert, dans le domaine de la comptabilité nationale et de l'outil Eretes, sous forme de missions d'appui technique d'experts de l'Insee, du Haut-Commissariat au plan du Maroc et du Fonds monétaire international ;

d'autre part, la qualité, thème qui mobilise de manière croissante les pays du Maghreb et a fait l'objet d'ateliers, missions et visites d'études organisés par l'Insee au 2nd semestre.

Vient ensuite une interview de Jean-Michel Durr, membre de l'Inspection générale de l'Insee et expert en recensement de la population, à propos de sa participation au 62^e congrès de l'Institut statistique international (ISI) qui s'est tenu en août à Kuala Lumpur (Malaisie) et où il a notamment organisé et animé une session sur l'utilisation des nouvelles technologies pour le cycle des recensements de 2020.

En dernière partie, cette lettre d'information recense les actions de coopération menées par l'Insee au 2nd semestre 2019 et se termine par un bilan de l'appui technique apporté aux pays bénéficiaires au cours de l'ensemble de l'année 2019.

Bonne lecture !

SOMMAIRE

Éditorial 1

Dossier spécial sur le séminaire du Cefil 2019

Le séminaire du Cefil 2019 2

Témoignage de Paul-Henri NGUEMA MEYE, directeur général d'Afristat 2

Témoignage de Mounir Khaled BERRAH, directeur général de l'Office national des statistiques d'Algérie 3

Interview de deux intervenants de l'Insee sur la revue par les pairs 3

Le numéro 113 de la revue Statéco vient de paraître 4

Appui à la nouvelle base des comptes nationaux du Cap-Vert : un appui coordonné 5

Qualité : une coopération active avec les INS des pays du Maghreb 5

Interview de Jean-Michel DURR, membre de l'Inspection générale de l'Insee, au sujet de sa participation au 62^e congrès de l'ISI 6

En bref – La coopération de l'Insee au 2nd semestre 2019 8

Appui technique international apporté par l'Insee – Bilan des actions réalisées en 2019 12

Pays ayant bénéficié d'un appui technique de la part de l'Insee en 2019 12



Participants au séminaire du Cefil 2019 – Libourne (France), juillet 2019

Le séminaire du Cefil 2019

Le séminaire « Regards croisés sur la gouvernance de la statistique publique dans les États d'Afrique subsaharienne et les pays du Maghreb », co-organisé par l'Insee et Afristat au Cefil à Libourne du 1er au 5 juillet 2019, a rassemblé une trentaine de participants, directeurs généraux et cadres dirigeants d'instituts nationaux de statistique de 17 pays, États membres d'Afristat et du Maghreb (Algérie et Tunisie).

Le directeur général de l'Insee est intervenu en visio-conférence sur le thème de l'indépendance professionnelle, de la gouvernance et de la stratégie de l'Insee ; les autres intervenants ont abordé les questions relatives à l'organisation du système statistique public et son cadre juridique, la qualité, la revue par les pairs, l'inspection générale, la gestion des ressources humaines et la formation.

Quatre tables rondes, auxquelles ont également participé des représentants de deux organisations internationales (Paris21 et Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), des INS des pays impliqués et du Centre européen de formation des statisticiens



Participants au séminaire du Cefil 2019 – Libourne (France), juillet 2019

économistes des pays en voie de développement (CESD), ont permis aux participants de discuter sur des thématiques comme la qualité, les revues par les pairs, la formation initiale et continue, les lois statistiques et l'apport des partenaires techniques et financiers.

Les participants ont apprécié de pouvoir échanger librement avec des collègues de l'Insee et entre

eux sur les grandes questions de gouvernance de la statistique publique, communes à tous les INS mais qui appellent des réponses adaptées au contexte de chaque pays.

► Constance TORELLI

Témoignage de Paul-Henri NGUEMA MEYE, directeur général d'Afristat

Le séminaire CEFIL 2019 se singularise par le prestige de ses participants : les 17 pays étaient représentés au plus haut niveau, et l'Insee par son directeur général en visioconférence.

Les panels de discussion ont eu un franc succès avec de nombreuses et pertinentes questions abordées, notamment :

L'impératif de révision de la loi statistique. L'évolution de l'environnement statistique africain et international a été prise en compte dans les contextes nationaux : adoption de la charte africaine de la statistique en 2009, révision récente de la Stratégie africaine pour l'har-

monisation des statistiques en Afrique (SHaSa), nécessité de tenir compte des données massives et défi du calcul des indicateurs des Objectifs de développement durable. Cela avec l'accompagnement d'Afristat à travers des missions de diagnostic et de proposition de nouveaux textes.

La formation en statistique, socle de base pour un système statistique crédible. Les capacités d'accueil du réseau des écoles de statistique africaines (RESA) étant limitées, la création d'écoles nationales de formation des cadres moyens en statistique est encouragée, effort auquel Afristat contribue avec des modules de formation



Paul-Henri NGUEMA MEYE, directeur général d'Afristat

pour les non-statisticiens en poste dans les services statistiques.

La confiance dans les données est le couronnement d'un système statistique performant. La maîtrise de la qualité requiert d'intervenir en amont et en aval des processus de production statistique. Sur le plan technique et opération-

nel, Afristat promeut l'élaboration des cadres nationaux d'assurance qualité et leur mise en œuvre, via des ateliers de sensibilisation et d'initiation à la démarche qualité et des missions d'assistance technique.

Sur le plan stratégique et politique, Afristat rappelle au Conseil des Mi-

nistres de la zone franc les enjeux de statistiques de qualité pour éclairer la prise de décisions.

► *Propos recueillis par Constance TORELLI*

Témoignage de Mounir Khaled BERRAH, directeur général de l'Office national des statistiques d'Algérie

Le séminaire du Cefil 2019 a permis de discuter longuement et d'échanger librement, à la différence des réunions formelles, sur des questions pertinentes afférentes à la gouvernance de la statistique publique.

La problématique de la valeur du chiffre et de son ressenti a été abordée, ce qui renvoie à la question de la confiance, de la transparence et de la perception du chiffre. Le renforcement de la confiance auprès des utilisateurs interpelle fortement les INS, et passe d'abord par une maîtrise technique aussi grande que possible, ensuite par le respect des principes de l'éthique et des règles de déontologie, enfin par l'amélioration de la dimension communication afin de sortir les INS de leur « tour d'ivoire ».

Par ailleurs, le séminaire a abordé plusieurs thèmes autour de la gouvernance, avec une attention et un intérêt particuliers pour l'expérience



Mounir Khaled BERRAH, directeur général de l'Office national des statistiques d'Algérie

française en matière de cadre institutionnel et légal régissant la statistique publique, notamment sur les questions de coordination interinstitutionnelle.

En effet, la statistique publique française s'appuie de manière cohérente et intégrée sur trois piliers – service statistique public, Conseil national de l'information statistique et Autorité de la statistique publique – en vertu de la loi sur la modernisation de l'économie de 2008, ce qui balise convenablement le périmètre et le champ d'intervention de la gouvernance statistique.

Complétée par le Comité du label et s'appuyant sur le développement de démarches qualité, cette organisation permet de crédibiliser la mission statistique : conception, production, analyse et diffusion, en encadrant l'intégralité de son processus.

► *Propos recueillis par Constance TORELLI*

Interview de deux intervenants de l'Insee sur la revue par les pairs

La revue par les pairs, pratiquée par les Instituts nationaux de statistique, a pour référence dans le cas européen le code des bonnes pratiques et dans le cas africain la Charte africaine de la statistique. Deux experts de l'Insee, Dominique BONNANS, Cheffe de l'unité Qualité et Jean-Michel DURR, membre de l'Inspection générale et expert en recensement de la population, ont participé au séminaire du Cefil sur ce thème.

En quoi consistait votre intervention ?

DB : J'ai présenté la problématique de la qualité et la stratégie définie à l'Insee, à la suite de la revue par les

pairs de 2014.

Jean-Michel Durr a relaté son expérience en tant que pair lors du 2^e cycle de revue européenne.

JMD : Et nous avons animé une table ronde sur les retours d'expérience avec des représentants des INS de Côte d'Ivoire, du Bénin, du Niger et d'Afristat.

Plus précisément, quels ont été les sujets traités au cours de cette table ronde ?

DB : L'appui d'Afristat pour l'élaboration et la finalisation de revues par les pairs avec, *in fine*, la définition d'un cadre d'assurance qualité et son apport aux revues.

JMD : Les interventions de participants au titre de pays ayant fait l'objet d'une revue, ou de directeurs généraux d'un INS d'un pays ayant joué le rôle de pair pour la revue d'un autre pays.

Que retenir de ces échanges ?

JMD : Les discussions, riches, ont permis de comparer les pratiques européennes et africaines. Par exemple, le questionnaire d'auto-évaluation utilisé pour préparer les revues par les pairs est plus maniable et lisible côté africain que côté européen.

DB : Ces revues sont une occasion d'améliorer les pratiques, mais aus-



De gauche à droite : Jean-Michel DURR, membre de l'inspection générale de l'Insee ; Issoufou SAIDOU, directeur de la coordination de l'INS du Niger ; Robert GOORE, conseiller du directeur général de l'INS de Côte d'Ivoire ; Paul-Henri NGUEMA MEYE, directeur général d'Afristat ; Oumarou SOULE, expert d'Afristat ; Dominique BONNANS, cheffe de l'unité Qualité de l'Insee – Table ronde sur le retour d'expériences sur la qualité et les revues par les pairs – Libourne (France), juillet 2019

si de mobiliser tous les acteurs et d'accroître la visibilité des INS.

DB et JMD : une option retenue est de relayer auprès d'Eurostat et de ses États membres l'intérêt qu'il y aurait à faire appel à des pairs africains pour les revues européennes,

à l'instar de la participation de certains experts européens aux revues africaines.

► *Propos recueillis par Constance TORELLI*

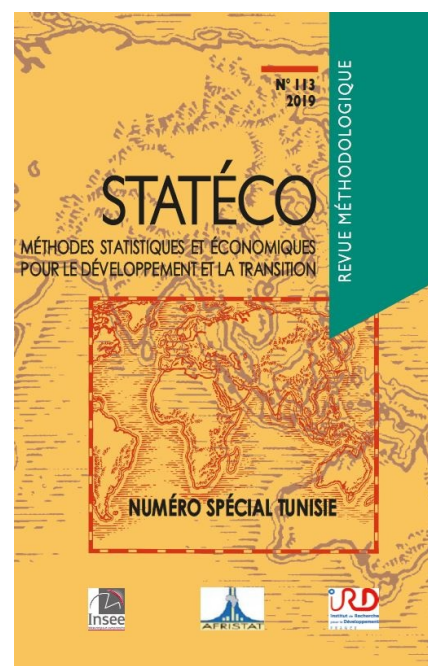
Le numéro 113 de la revue Statéco vient de paraître

Ce numéro spécial consacré à la Tunisie, qui comprend dix articles co-écrits avec des auteurs tunisiens, est publié à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'INS tunisien.

Un dossier spécial composé de sept articles présente les principaux résultats du jumelage européen sur la modernisation de l'appareil statistique tunisien (2016-2018).

Ce projet a été piloté par l'Insee, en partenariat avec l'INS italien et avec le concours de l'INS de Lituanie, et géré par Expertise France.

En complément, figurent trois articles sur les thèmes suivants : l'impact du calendrier hégirien sur les prix à la consommation, les migrations, et les taux de change.



Nouvelle base des comptes nationaux du Cap-Vert : un appui coordonné

Le Cap-Vert a lancé fin 2017 une réflexion pour l'élaboration d'une nouvelle base de comptes conformes au SCN 2008. Une première mission d'appui menée par le Haut-Commissariat au plan (HCP) du Maroc a permis d'identifier les chantiers pertinents et de faire des propositions sur les travaux à mener en amont sur les sources.

Le Cap-Vert a parallèlement choisi l'outil Eretes. La taille et la motivation de l'équipe étaient de bon augure pour le projet.

La mise en œuvre de l'outil a démarré en septembre 2018 par une mission conjointe de deux expertes, l'une du HCP et l'autre de l'Insee, illustrant ainsi l'objectif de « promouvoir des programmes conjoints de coopération avec les pays tiers » acté par les deux institutions dans leur convention signée en 2015.

L'Union européenne et Afritac Ouest 2, centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international, ont décidé de soutenir ce projet : la première en finançant, par le biais du programme statistique panafricain, une partie des missions de l'experte de l'Insee impliquée ; le second en fi-



Sophie BOURREL (3^e en partant de la gauche), experte de l'Insee en outil Eretes, entourée de collègues capverdiens – Praia (Cap-Vert), juillet 2019

nançant les missions d'une experte indépendante supplémentaire, à double compétence en comptabilité nationale et outil Eretes.

Ainsi, les comptes nationaux du Cap-Vert ont-ils bénéficié de 5 missions d'appui en 2019, accompagnées d'un appui à distance entre ces missions pour valider les travaux réalisés.

L'équipe capverdienne, fortement investie, a achevé la préparation

des sources : mise en conformité avec les concepts de comptabilité nationale et mise en forme pour leur traitement avec l'outil Eretes.

Le Cap-Vert souhaiterait finaliser fin 2020 la confection de l'année de base et de la première année courante : un gros défi qui va demander une forte mobilisation de tous.

► Sophie BOURREL

Qualité : une coopération active avec les INS des pays du Maghreb

La qualité est une préoccupation croissante des partenaires de la coopération de l'Insee. Plusieurs activités ont été menées sur le sujet tout au long de l'année 2019.

En particulier, en octobre, la qualité statistique a fait l'objet de deux actions de l'Insee avec les pays du Maghreb, qui illustrent à la fois la mutualisation des actions de coopération et l'approche par projets privilégiées aujourd'hui : un atelier réunissant des représentants de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie à la Direction générale et une mission à Statistiques Tunisie.

Animé par l'Unité qualité, l'atelier a permis de présenter comment l'Insee organise le management de la qualité dans l'ensemble du service statistique public et le pilotage des démarches qualité suivant le GSBPM¹. Ces présentations ont été illustrées d'exemples et d'actions emblématiques, et suivies de partages d'expériences des pays représentés.

Dans le cadre de la coopération bilatérale de l'Insee, la mission à Statistiques Tunisie visait, quant à elle, à lancer un projet pluriannuel sur la

qualité avec l'INS dans le prolongement du jumelage achevé en avril 2018.

Cette première mission avait pour objectifs particuliers de dresser un état des lieux de la situation en Tunisie au regard de la qualité, et de définir une feuille de route des actions à mettre en œuvre pour poursuivre les recommandations formulées à la fin du jumelage.

Cette mission s'est articulée essentiellement autour de la mise en œuvre de la charte tunisienne de

1 - Modèle générique de description des processus de production statistique (en anglais : GSBPM pour Generic Statistical Business Process Model).

la statistique, l'application d'une démarche qualité à une opération pilote, la construction d'un référentiel de métadonnées et les conditions de mise en place d'une Unité qualité.

Par ailleurs l'animation, en décembre à Tunis, d'un atelier intensif (bootcamp) à destination de développeurs informatiques sur la filière JavaScript avait également vocation à contribuer au projet qualité. La modernisation de cette filière de développement d'applications web permet de concevoir des applications réactives, accessibles et multisupports, en mobilisant notamment deux outils, React.js et Redux : le premier pour la gestion de l'interface graphique et le second pour la gestion des données au sein de l'application.



Au 1er rang, de gauche à droite : Tarik BOUREZGUE, conseiller auprès du directeur général de l'ONS d'Algérie ; Mohsen HAJJEJ, sous-directeur des normes, de la coordination statistique et de la coopération internationale de l'INS de Tunisie ; Dominique BONNANS, cheffe de l'unité Qualité de l'Insee ; au 2e rang, de gauche à droite : Atef OUNI, directeur des statistiques des services, INS Tunisie ; Anas BODOR et Mahjoub AAIBID, direction des statistiques, HCP du Maroc ; Odile RASCOL, membre de l'Inspection générale de l'Insee – Montrouge (France), octobre 2019

► Olivier GOURDON et Dominique FRANCOZ

Interview de Jean-Michel DURR, membre de l'Inspection générale de l'Insee, au sujet de sa participation au 62^e congrès de l'ISI

Le 62^e congrès de l'Institut statistique international (ISI) s'est tenu du 18 au 23 août à Kuala Lumpur (Malaisie). Il a rassemblé 2 500 participants, dont 5 de l'Insee. Plus de 1 300 articles et posters dans diverses disciplines et applications statistiques ont été présentés et discutés par des chercheurs en statistique, universitaires, statisticiens publics, praticiens du secteur et décideurs du monde entier.

En quoi a consisté votre participation à ce congrès ?

J'ai organisé et animé une session invitée sur l'utilisation des nouvelles technologies pour le cycle des recensements de 2020. Ce cycle couvre la période 2015-2024, au cours de laquelle l'ONU recommande aux pays de réaliser au moins un recensement.

J'ai aussi participé à une session organisée par Eurostat et animée par sa directrice générale sur la gouvernance en matière de statistique publique.

J'ai fait dans ce cadre une communication sur les limites entre le nécessaire soutien des institutions gouvernementales aux recensements (notamment en termes de logistique) et le risque d'ingérence dans la conduite ou dans les résultats.

J'ai illustré ce second point par des exemples en Birmanie, dans certains pays des Balkans et d'Afrique, et même aux États-Unis, avec la récente polémique sur l'introduction voulue par le Président Trump d'une question sur la nationalité dans le recensement de 2020.

Quel a été l'apport des autres pays à la session que vous avez organisée et qu'en ont-ils retiré ?

Des représentants de 3 pays, la Corée du Sud, l'Égypte² et le Mexique, ont présenté leurs innovations en matière de recensement.

Le cycle de 2020 est marqué par une large utilisation du multimode pour la collecte, effectuée par des enquêteurs au moyen de tablettes, smartphones ou PC portables, ainsi que directement par la population via internet.

2 - Le représentant de l'Égypte, Dr Shaker EL-NAGGAR, directeur général des recensements à l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS), n'ayant pas pu se rendre à Kuala Lumpur, c'est Jean-Michel DURR qui a fait sa présentation [note de la rédaction].

L'intégration de contrôles de cohérence et la suppression de la phase de saisie des questionnaires améliorent non seulement la qualité de la collecte, mais aussi la rapidité de diffusion des résultats.

Au-delà du questionnaire électronique, c'est l'ensemble du processus de collecte qui est impacté, avec un suivi plus rigoureux du travail des agents recenseurs, par exemple avec l'utilisation des coordonnées GPS des logements enquêtés pour compléter la collecte et faire remonter en temps réel des indicateurs de son avancement.

Ces technologies sont accessibles à tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, notamment grâce à l'assistance technique et aux solutions proposées par des institutions comme le Census Bureau.

J'avais invité des représentants de ce dernier à présenter les outils qu'il développe au service des pays en développement, notamment CSPPro, une suite logicielle permettant de réaliser la collecte par tablette, mais aussi d'apurer et de redresser les données, ou encore d'effectuer des tabulations.

Quelles sont les suites de cette session ?

Le rédacteur en chef du Journal de l'Association internationale des sta-

3 - <https://www.iaos-isi.org/index.php/journal>
4 - <https://www.insee.fr/fr/information/2116798>



De gauche à droite : Edgar VIELMA OROZCO, directeur général des statistiques sociodémographiques de l'INS du Mexique, Donghun SUH, directeur adjoint de la division du recensement de l'INS de Corée du Sud, Jean-Michel DURR, membre de l'inspection générale de l'Insee, et Oliver FISHER, directeur du programme international du Census Bureau des États-Unis – Kuala Lumpur (Malaisie), août 2019

tistiques officielles (IAOS)³ m'a confié la responsabilité éditoriale d'un numéro spécial sur les recensements de population.

Ce numéro, à paraître en mars 2020, sera en accès libre sur le web, grâce au soutien financier de l'Insee et du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA).

Il comprendra 26 articles présentant divers aspects des recensements

dans 19 pays, ainsi que les actions que conduisent les organisations internationales en soutien aux recensements dans les pays en développement.

Une sélection d'articles sera reprise en français dans un numéro spécial de la revue méthodologique Statéco⁴.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

À propos d'Expertise France

La division Appui technique international travaille en étroite collaboration avec Expertise France, agence française d'expertise technique internationale.

Expertise France gère le budget alloué à l'Insee dans le cadre du programme 110 « Aide économique et financière au développement » mis en œuvre par le ministère de l'Économie et des Finances.

L'Insee participe à des consortiums conduits par Expertise France sur financements internationaux dans le domaine statistique.

Mentions légales

Éditeur : Insee – direction générale, 88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge cedex (<https://www.insee.fr/fr/information/2116900>) // Directeur de publication : Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee // Responsable éditorial : Jean-Pierre CLING, chef du département de la Coordination statistique et internationale // Rédacteur en chef : Serge DARRINÉ // Ont collaboré à ce numéro : Véronique ALEXANDRE, Jean-Samy AZIZ, Sophie BOURREL, Serge DARRINÉ, Dominique FRANCOZ, Olivier GOURDON, Constance TORELLI // La division Appui technique international de l'Insee, c'est : Dominique FRANCOZ, cheffe de division, Serge DARRINÉ, Europe et Asie, Olivier GOURDON, Maghreb et bassin méditerranéen, Constance TORELLI, Afrique subsaharienne et Caraïbes, Jean-Samy AZIZ et Sophie BOURREL, experts en comptabilité nationale et outil Eretes

En bref – La coopération de l'Insee au 2nd semestre 2019

Afrique

Cameroun

En juillet, dans le cadre d'un projet « Améliorer ses publications statistiques sur des thèmes en lien avec les Objectifs de développement durable (ODD) », un expert de l'Insee a animé une formation aux techniques rédactionnelles à Yaoundé, principalement à l'attention de l'INS camerounais, mais aussi de cadres de trois ministères associés aux questions d'environnement et d'agriculture, ainsi que d'un représentant d'Afristat.



Serge DARRINÉ (6e en partant de la gauche), formateur de l'Insee aux techniques rédactionnelles, entouré de collègues camerounais, dont Jean FOBASSO (4e en partant de la gauche), directeur des Affaires financières de l'INS – Yaoundé (Cameroun), juillet 2019

L'expert de l'Insee a ensuite réalisé un audit de quelques publications statistiques camerounaises, en termes de lisibilité et d'amélioration du circuit éditorial.

Mauritanie

En octobre, un expert de l'Insee a participé au forum national sur la statistique à Nouakchott organisé par l'École supérieure polytechnique de Mauritanie, le centre mauritanien d'analyse des politiques et l'Office national de statistiques.

Il s'agissait de sensibiliser les décideurs nationaux et les partenaires techniques et financiers au rôle primordial du système national statistique en Mauritanie. La création d'un institut supérieur des métiers statistiques à Nouakchott a été ainsi présentée.

Des échanges ont aussi eu lieu sur

les expériences en matière de formation initiale – École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (Ensaï), écoles de statistique africaines de Dakar, Abidjan, Rabat et Tunis – et en matière de formation continue (Insee).

Cap Vert

En juillet et décembre, une experte de l'Insee a effectué deux missions d'appui à Praia, auprès de l'équipe de comptables nationaux du Cap-Vert, sur la mise en forme des sources pour la nouvelle année de base 2015 : conformité au système de comptabilité nationale (SCN) 2008 et au format de la base de données Eretes (voir article à ce sujet).

Afristat

En novembre, un expert de l'Insee a participé à un séminaire en comptabilité nationale organisé par Afristat.



Participants au séminaire de comptabilité nationale – Dakar (Sénégal), novembre 2019

Le séminaire a réuni des cadres des INS issus des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'expert de l'Insee a animé plusieurs sessions portant sur les méthodes de réropolation en matière de comptes nationaux.

Projet Sodda

L'Insee a co-organisé plusieurs activités dans le cadre du projet de Suivi des objectifs de développement durable en Afrique (Sodda).

Une réunion du groupe de travail s'est déroulée à Paris en novembre et a réuni des participants de 6 INS africains, d'Afristat et des écoles de

statistique africaines (ESA).

Un état des lieux a montré les progrès réalisés depuis un an par les



Participants à la réunion du groupe de travail de Suivi des objectifs du développement durable en Afrique (Sodda) – Montrouge (France), novembre 2019

pays participants dans le calcul des indicateurs des objectifs de développement durable (ODD). Les résultats d'une enquête auprès des pays membres d'Afristat sur la mise en œuvre des ODD ont été présentés.

Fin 2019, deux des trois écoles de statistique africaines, l'Ensea⁵ et l'Ensa⁶, ont organisé des journées de sensibilisation aux ODD, destinées en premier lieu à leurs étudiants, futurs cadres des INS d'Afrique sub-saharienne, mais également aux représentants de la société civile et aux médias.

L'Ensea, qui a ouvert le bal en novembre, a choisi le thème « des statistiques officielles de qualité pour une bonne prise en compte des ODD en Afrique ».

L'Ensa, quant à elle, a choisi de réfléchir, en décembre, au thème de « la formation statistique au service du suivi-évaluation des ODD ». Les étudiants ont été mobilisés en amont de ces journées pour engager une réflexion sur une thématique liée au thème retenu.

Ces journées ont eu un retentissement au-delà des étudiants. Des journalistes y ont assisté et ont fait un retour dans la presse et la télévision africaines.

5 - École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée, à Abidjan (Côte d'Ivoire).

6 - École nationale de la statistique et de l'analyse économique, à Dakar (Sénégal).

Maghreb et bassin méditerranéen

Algérie

Jumelage européen au bénéfice de la direction générale de la Prospective algérienne : une mission d'expert de l'Insee s'est déroulée en novembre à Alger, au cours de laquelle a été organisé un atelier de présentation du modèle générique de description des processus de production statistique⁷.



Gérard VITTEK (1er en partant de la droite), expert GSBPM de l'Insee, et Mario OSSWALD (4e en partant de la droite), expert en systèmes d'information au sein de l'Office de la protection des données de l'État de Saxe (Allemagne), en compagnie de collègues de l'INS algérien – Alger (Algérie), novembre 2019

Plusieurs administrations algériennes étaient invitées, parmi lesquelles l'Office national des statistiques, partenaire de l'Insee pour la coopération bilatérale.

Maroc

Projet « modèle macro-économétrique » : en juillet, une mission d'experts de l'Insee s'est déroulée à Rabat pour suivre l'avancement des travaux du HCP sur la mise en place, par l'un de ses services, l'Institut national d'analyse de la conjoncture, d'un modèle macro-économétrique trimestriel pour la réalisation d'études d'impact et la prévision conjoncturelle.

Des jalons ont été posés avec la direction de la Prévision et de la prospective pour la mise en place d'un modèle similaire pour la prévision à moyen terme.

En septembre, le directeur général

de l'Insee a reçu le Haut-commissaire au plan du Maroc, occasion de faire un point sur la mise en œuvre de l'accord de partenariat signé en 2015 entre les deux instituts.



Jean-Luc TAVERNIER (à gauche), directeur général de l'Insee, et Ahmed LAHLIMI ALAMI, Haut-commissaire au plan du Maroc – Montrouge (France), septembre 2019

Lors de cette visite, le Haut-commissaire a également présenté le projet phare du Haut-Commissariat au Plan (HCP) de transformation digitale, projet auquel l'Insee pourrait être invité à contribuer sur des thématiques relatives, entre autres, au traitement des données massives et aux nouveaux outils de collecte de données pour les enquêtes.

En novembre, un méthodologue de l'Insee a animé une formation au HCP sur l'échantillonnage et le traitement de la non-réponse. Au cours de cette mission, il a également rencontré des statisticiens du ministère de l'Industrie marocain afin d'évoquer avec eux des coopérations possibles en 2020 en matière d'enquêtes auprès des entreprises.

Tunisie

Projet d'amélioration des statistiques structurelles d'entreprises : en juillet, une experte de l'Insee a effectué une mission d'évaluation à Tunis sur l'utilisation des données fiscales pour l'élaboration des statistiques et leur substitution aux données d'enquête.

Un plan d'action, dans le cadre d'un projet pluriannuel de l'INS tunisien, a été défini selon plusieurs axes d'amélioration : expertise des sources, amélioration des processus et redéploiement des moyens.

Projet formation : en septembre, deux cadres de l'INS tunisien ont participé à la formation « Prise de fonction des acteurs de la formation » organisée à Paris par la division Formation de l'Insee.

Projet qualité : en octobre, une mission d'experts de l'Insee s'est déroulée à Tunis, avec 4 objectifs : définir la feuille de route d'un projet sur la qualité, qui s'inscrit dans la continuité des activités engagées entre 2016 et 2018 dans le cadre du jumelage européen dont avait bénéficié l'INS tunisien ; prévoir la mise en œuvre d'une charte tunisienne de la statistique publique ; aider à la mise en œuvre d'une démarche qualité sur une opération ; et accompagner la mise en place d'une unité qualité au sein de l'INS tunisien. Des représentants de ce dernier ont aussi participé à un atelier sur la qualité, organisé à Paris (voir article à ce sujet).

Projet comptabilité nationale : en octobre, un expert retraité de l'Insee a fait une mission au profit de l'INS tunisien sur le changement de base des comptes nationaux et l'alignement au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008. Il s'agissait de définir les travaux à engager dans ce domaine pour finaliser ceux commencés dans le cadre du jumelage européen 2016-2018. Le projet, qui durera un an, inclura un axe sur la modernisation des comptes financiers et un autre sur la réropolation des comptes annuels.

En décembre, un expert de l'Insee a réalisé une mission à Tunis sur la correction des variations saisonnières au profit de l'INS.

Maghreb

Un atelier au profit des INS du Maghreb sur les comptes trimestriels a été co-organisé avec le Haut-Commissariat au Plan du Maroc à Rabat en juillet. Il portait sur l'élaboration des comptes institutionnels trimestriels et a permis aux représentants des différents pays du Maghreb de présenter leur expérience en matière de comptes trimestriels.

Abrégé au moyen de son sigle anglais "GSBPM" (pour Generic Statistical Business Process Model).

Une visite d'étude a eu lieu à l'Insee début juillet, portant principalement sur les nouvelles méthodes de calcul de l'indice des prix à la consommation.



De gauche à droite : Bouchra BOULAARAB, ingénieure informaticienne et cheffe de service à la division Informatique, et Redouan KASSIMI, chef du service des Indices des prix intérieurs à la direction de la Statistique (HCP, Maroc) ; Elyes ASMI, directeur central des Statistiques de la conjoncture, et Najib HAOUËCH, directeur des Prix (Statistiques Tunisie) ; Laurent LÉVEILLÉ, Gwendoline VOLAT et Kalyan ZIMBARDO, experts de l'Insee en indices des prix à la consommation – Montrouge (France), juillet 2019

Ainsi, l'utilisation des données de caisse pour le calcul de l'indice ainsi que les méthodes de collecte par moissonnage du web (*webscraping*) ont été présentées.

En septembre, le Centre d'excellence en ajustement saisonnier (SACE)⁸ a organisé, en collaboration avec Eurostat et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un atelier sur l'utilisation des méthodes de séries chronologiques pour les statistiques officielles à Paris.



Amal MANSOURI, experte en désaisonnalisation du Haut-Commissariat au plan du Maroc – Paris (France), septembre 2019

Une communication sur les effets du Ramadan sur les prix dans trois pays (Maroc, Sénégal et Tunisie) a été présentée par les co-auteurs issus des trois INS des pays impliqués. Cet article est le fruit d'une collaboration menée sous la supervision d'un expert de l'Insee. Les représentants du Maroc et du Sénégal ont également présenté chacun une autre communication.

En octobre, un atelier au profit des INS du Maghreb sur la mise en place d'une unité qualité et l'organisation d'une démarche qualité s'est déroulé à Paris (voir article à ce sujet).

Trois experts de l'Insee ont animé un atelier intensif (bootcamp) sur les outils React.js et Redux à Tunis en décembre.



Participants à l'atelier intensif sur les outils React.js et Redux – Tunis (Tunisie), décembre 2019

Cette formation a réuni des participants des INS de Tunisie et du Maroc.

Les formateurs ont apprécié l'enthousiasme, la motivation et la réactivité des participants tout au long de l'atelier.

Des échanges ont eu lieu en marge avec les informaticiens de l'INS tunisien sur le système informatique de cet institut et les améliorations envisagées.

Un atelier au profit des INS du Maghreb sur les systèmes d'information géographique et le géoréférencement s'est déroulé à Paris en décembre.

Il a accueilli des participants du

Maroc, de Tunisie, mais également du Cap-Vert et d'Afristat.



Participants à l'atelier sur les systèmes d'information géographique, en compagnie d'Olivier GOURDON (1er en partant de la gauche), nouveau responsable de la coopération de l'Insee avec les pays du Maghreb – Montrouge (France), décembre 2019

Outre les méthodes utilisées à l'Insee pour le géoréférencement (notamment le carroyage), des séquences ont abordé l'utilisation du géoréférencement dans le cadre du recensement de la population, pour la diffusion de données, et pour la désagrégation spatiale des indicateurs des ODD.

Égypte

En décembre, un expert de l'Insee a conduit une mission exploratoire auprès de l'INS égyptien et du ministère égyptien de la Planification.



Jean-Samy AZIZ (au fond), expert de l'Insee en outil Eretes, en compagnie de collègues égyptiennes – Le Caire (Égypte), décembre 2019

Ces deux entités, responsables des comptes nationaux, envisagent d'utiliser le système Eretes pour l'élaboration des comptes annuels. Cette mission a été réalisée en collaboration avec la Banque africaine de développement, qui suit un projet de comptabilité nationale en Égypte.

8 - Projet coordonné par l'Insee sur financement européen.

Europe et Asie

BALKANS

Bosnie-Herzégovine

Dans le cadre d'un jumelage européen démarré en 2018, le système statistique bosnien a bénéficié de 2 actions d'appui technique de la part de l'Insee au 2nd semestre 2019, sur les indices des prix de production dans la construction (1 mission en octobre) et dans les services (1 mission en novembre).

EUROPE ORIENTALE, CAUCASE ET ASIE CENTRALE

Ukraine

En novembre, une formation à la confidentialité des micro-données a été réalisée à Kiev, au profit de l'INS ukrainien, par une experte du Centre d'accès sécurisé aux données (CASD), dans le cadre d'un financement européen TAIEX.



Roxane SILBERMAN (4e en partant de la gauche), experte du Centre d'accès sécurisé aux données, entourée de collègues ukrainiens – Kiev (Ukraine), novembre 2019

Le CASD est un groupement d'intérêt public rassemblant l'État représenté par l'Insee, le Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (GENES), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'École polytechnique et HEC Paris.

Démarrage du projet européen STEP

Fin 2018, un consortium piloté par Expertise France et au sein duquel l'Insee est partenaire a remporté un appel d'offres au profit des INS de six pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine.

Ce projet européen a démarré en décembre 2019 par une visite d'étude à l'Insee sur l'utilisation des nouvelles technologies dans la collecte des données pour les enquêtes ménages.



De gauche à droite : Klaus Balslev PEDERSEN, chef d'équipe du projet STEP, Expertise France ; Olha PRAVOSUD, représentante de l'INS d'Ukraine ; Nestani PANTSULAIA, INS de Géorgie ; Artsiom KHINEVICH, INS de Biélorussie ; Faiz ABDULRAHIMOV, INS d'Azerbaïdjan ; Lusine MAKHSUDYAN, INS d'Arménie ; Larisa BORS, INS de Moldavie ; François BECK (Insee), expert court-terme dans le cadre de cette visite d'étude ; Serge DARRINÉ, responsable de la coopération de l'Insee avec les pays d'Europe et d'Asie ; Sandra DÉPREZ et Julie GOUSSEN, expertes de l'Insee ; Angela GUZNAC, chargée du projet STEP, Expertise France – Montrouge (France), décembre 2019

Une quinzaine d'experts de l'Insee sont intervenus pour l'occasion.

Pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC)

En septembre, un expert de l'Insee est intervenu à l'occasion du séminaire de haut-niveau pour les pays de l'EOCAC (les six cités dans la brève ci-dessus, ainsi que le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie, le Tadjikistan et le Turkménistan) sur le thème du recensement de la population, séminaire qui s'est tenu à Chisinau (Moldavie).

ASIE ORIENTALE ET DU SUD-EST

Chine

L'Insee a apporté un appui technique à l'INS de Chine sous forme d'une visite d'étude en octobre et d'une mission en novembre, portant respectivement sur la conjoncture et le traitement des micro-données.

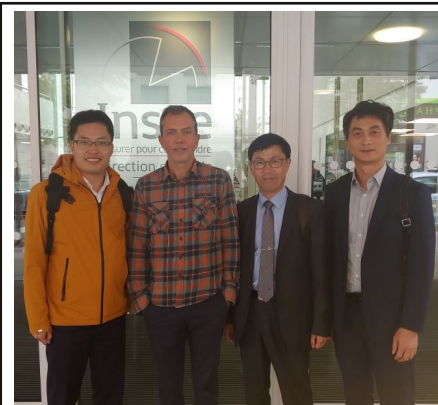


Participants à un séminaire sur les microdonnées – Pékin (Chine), novembre 2019

Corée du Sud

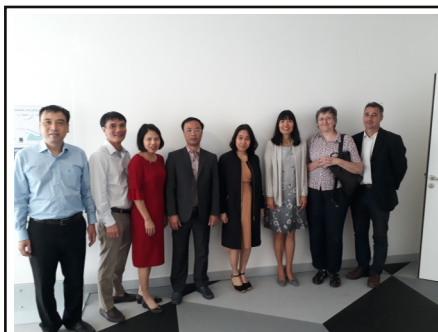
En septembre, une délégation de l'INS de Corée du Sud est venue en visite d'étude à l'Insee sur la gestion des ressources humaines et la coordination du système statistique public.

Vietnam



De gauche à droite : Kyu-Hyun CHOI, directeur adjoint ; Serge DARRINÉ, Insee ; Young-Ho RYU, directeur de la division de l'Organisation et du management de l'innovation de l'INS de Corée du Sud ; Seung-Gyu KIM, directeur adjoint – Montrouge (France), septembre 2019

L'INS du Vietnam a bénéficié de 2 actions d'appui technique sur financement bilatéral dans le domaine des comptes nationaux : 1 visite en juillet et 1 mission en décembre.



La délégation vietnamienne, en compagnie de Sophie BOURREL et Jean-Samy AZIZ (à droite), experts Eretes – Montrouge (France), juillet 2019

Appui technique international apporté par l'Insee – Bilan des actions réalisées en 2019

Nombre d'actions de coopération

Type de financement	Nombre
Bilatéral	86
Multilatéral	39
Total	125

Nombre de jours d'expertise

Type d'action	Nombre
Missions	333
Visites	83
Échange à distance	13
Séminaires, ateliers	43
Total	472

Nombre d'experts mobilisés

Origine des experts	Mission	Visite	Échange à distance	Séminaire, atelier	Total
En activité à l'Insee	42	105	16	20	183
En activité en service statistique ministériel	5	2	1		8
Retraités de l'Insee	4				4
Total	51	107	17	20	195

Pays ayant bénéficié d'un appui technique de la part de l'Insee en 2019

